

BRUNO CAVAGNÉ

NOS TERRITOIRES BRÛLENT

Redonner du pouvoir au local

COLLECTION DOCUMENTS

cherche
midi

À mes enfants

«*La France, ça n'est pas treize métropoles.*»

ERIK ORSENNA, L'Initiative des territoires,
Le Lonzac, 22 septembre 2018

SOMMAIRE

Sommaire.....	9
Introduction.....	11

PREMIÈRE PARTIE

La République, malade de ses territoires

1. Portrait d'une France qui va mal	25
2. Les territoires sacrifiés de la République.....	33
3. Chronique d'un abandon	45

DEUXIÈME PARTIE

Les territoires contre-attaquent

4. L'impasse du tout-métropole.....	81
5. Le XXI ^e siècle sera territorial.....	93
6. Pour une égalité des chances territoriales	113

TROISIÈME PARTIE

Trois pactes pour réinvestir la France

7. Un pacte girondin : décentraliser pour libérer l'initiative locale.....	135
8. Un pacte européen : autoriser l'avenir.....	151
9. Un pacte entre générations : investir dans les territoires.....	161
Conclusion.....	179
Notes	183
Remerciements.....	191

INTRODUCTION

France, 2040.
Imaginez.

Comme chaque matin, vous êtes réveillé par le chant des oiseaux. Vous actionnez l'ouverture des volets par commande vocale. La lumière de l'aube, encore douce, entre dans la chambre – et avec elle l'air frais de la campagne alentour.

Le petit déjeuner des enfants est déjà prêt, programmé hier soir par votre cuisine connectée. Votre aînée commence un *bachelor* en double diplôme avec une grande université américaine. Elle suit ses cours depuis le centre universitaire en réalité virtuelle le plus proche de chez vous, quinze minutes à peine en voiture autonome¹ – la voiture des années 2020, polluante, bruyante, clivante, est loin derrière vous. En cours, grâce à un casque 3D, votre jeune étudiante est immergée avec ses professeurs et des étudiants des quatre coins du monde – l'intelligence artificielle et des traducteurs automatiques nouvelle génération² ont supprimé la barrière de la langue. Le cadet prépare une formation professionnelle d'auxiliaire de vie

pour les seniors – l'espérance de vie a dépassé 85 ans et les plus de 60 ans représentent maintenant près d'un tiers de la population³. La domotique connectée est un allié pour prendre en charge la dépendance, mais la présence humaine, la bienveillance, l'écoute, l'échange sont toujours indispensables!

Votre *smart watch* vous rappelle que vous avez une réunion clients à Paris dans une heure. Vous habitez en pleine campagne, à 350 kilomètres de la capitale, où vous avez une qualité de vie formidable. Il y a encore vingt ans, se déplacer pour la journée aurait été fatigant, chronophage, énergivore. Aujourd'hui, vous faites l'aller-retour en un clin d'œil en *hyperloop*⁴ – ce tube quasiment sous vide imaginé il y a une vingtaine d'années par Elon Musk, où l'on circule à près de 1 220 kilomètres-heure. Vous auriez aussi pu tenir la réunion en hologramme⁵, mais vous aviez envie de serrer la main de vos équipes. En général, le reste de la semaine, vous vous partagez entre télétravail et coworking – la région regorge de ces espaces de travail partagés connectés qui ont essaimé partout en France il y a une quinzaine d'années, quand l'ensemble du territoire a été couvert en très haut débit. Vous avez tellement plus de temps disponible, de liberté, d'autonomie que les Français en avaient à l'époque! Vous pouvez vous occuper pleinement de votre famille, de vos passions – notamment pour le théâtre. Vous pouvez suivre de chez vous la retransmission de spectacles *live* du monde entier, et répéter avec votre troupe, en réalité virtuelle au besoin quand vous êtes en déplacement.

Après ce saut à Paris, vous serez rentré à temps pour la téléconsultation médicale du petit dernier. Simple contrôle: vous avez eu peur, la semaine passée, avec cette grosse montée de fièvre. Heureusement, les urgences

étaient là en à peine dix minutes en SkyTran⁶, cette capsule propulsée en lévitation magnétique. Les médecins urgentistes ont été formidables. Après la téléconsultation, si besoin, vous pourrez télécharger et imprimer les médicaments en 3D. Pour le dîner, produits locaux évidemment, issus de circuits courts ; une application vous permet de commander en temps réel ce dont vous avez besoin à la micro-exploitation de permaculture la plus proche ; soit vous êtes livré à vélo électrique, soit vous y faites un saut pour cueillir vous-même la récolte.

La semaine prochaine, pour les élections européennes, vous voterez de la maison – ou d'où vous voudrez, puisque cela se fait sur tablette en un clic. L'e-administration est une réalité, tout est simple, fluide. Comme à chaque consultation citoyenne, la participation attendue est très élevée. L'Europe l'a échappé belle. Ces vingt dernières années, il y a eu un véritable sursaut : vous songez à la génération de vos parents, de vos grands-parents, et au chemin effarant que prenait alors la société : tensions sociales maximales, crise environnementale sans précédent, repli populiste. Vous songez à leurs efforts, à l'énergie qu'ils ont déployée pour innover, réinventer le rapport à l'espace, faire société *différemment*. Leur prise de conscience a porté ses fruits. Grâce à la *tech for good*, à des entreprises qui ont pris conscience de leur impact sociétal et territorial et à une volonté politique forte, on peut désormais vivre, travailler, partout où on le souhaite en France, dans un environnement sain et durable. Ce réveil, en France et un peu partout dans le monde, a été salutaire à tous les niveaux – individuel, collectif, planétaire.

Avant de vous lever, en repensant à tout ça, vous souriez. Vous prenez une profonde inspiration. Et vous vous dites que l'humanité a frôlé la catastrophe.

France, 2020.

Retour à la réalité.

À l'heure d'imaginer le futur, le scénario que nous venons d'esquisser n'est pas le plus courant. Certes, des scientifiques à la pointe de leur domaine nous disent que ces innovations sont réalistes, déjà testées, à portée de main. Mais le discours dominant est plutôt à l'angoisse, à la « collapsologie ».

Comment en serait-il autrement ?

Nous vivons une crise écologique majeure. L'ONU s'inquiète d'une sixième extinction de masse, avec une espèce végétale ou animale qui disparaît toutes les vingt minutes⁷. 92% de la population mondiale respire un air pollué⁸. Et si nous continuons sur cette lancée, d'ici la fin du siècle, la planète se sera réchauffée de 5 °C⁹, avec des conséquences sans doute dramatiques.

Dans le même temps, nos démocraties souffrent : les tensions sociales s'accumulent et explosent. Aux urnes, les populismes montent. En France, notre pacte républicain est mis à mal, et la rupture entre la population et ceux qu'elle perçoit comme des élites « déconnectées » de sa réalité est consommée.

Cela ne date pas d'hier : il y a plus de vingt ans que la colère gronde.

Souvenez-vous.

En 1995, c'était la « fracture sociale » mise en exergue par le président Chirac, béance dans la cohésion républicaine liée à un chômage de masse.

En 2005, les banlieues s'embrasaient : pris dans trois semaines d'émeutes urbaines d'une rare violence, le gouvernement décrétait l'état d'urgence.

En 2015, une série d'attentats ensanglantait le pays, de *Charlie Hebdo* au Bataclan en passant par le Stade de

France. Je m’y trouvais ce soir-là. Une déflagration a retenti au milieu du match, la foule inquiète et déboussolée s’est retrouvée sur le terrain. Nous sommes restés coincés au stade jusqu’à tard dans la nuit. Le lendemain, les Champs-Élysées, déserts, endeuillés, avaient un air d’apocalypse. Outre le drame des victimes et de leurs familles, innombrable, j’ai été profondément déstabilisé de voir que de jeunes Français ayant grandi au sein de notre République s’étaient si violemment retournés contre elle, allant « se former » en Syrie et revenant frapper sur notre territoire.

À ce moment-là, j’ai eu comme un vertige, et un vrai déclic. Comment avait-on pu en arriver là ? Qu’avait-on raté ? Et surtout, que faire, chacun à son échelle, pour améliorer les choses ?

Avec la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), que je préside depuis 2013, nous avons voulu apporter notre pierre à l’édifice au prisme de notre domaine et de nos métiers.

Les infrastructures, à première vue, cela peut sembler technique, voire un peu conceptuel. C’est en réalité un lien extrêmement vivant entre les individus, leurs projets, leurs besoins, leurs territoires. J’aime bien dire que les réseaux d’infrastructures sont à l’image des réseaux sanguins du corps humain : ils irriguent le corps de la France, apportent les éléments indispensables à la vie, connectent les populations, leur permettent de se déplacer, de travailler. C’est un domaine qui emploie, qui forme. Un secteur indispensable à l’attractivité et à la compétitivité économique. Un domaine qui innove, intimement lié à la transition écologique – du développement d’infrastructures résilientes à celui des mobilités propres ou des énergies bas carbone. C’est mon métier depuis plus de trente ans, dans

l'entreprise familiale de construction et de travaux publics fondée par mon grand-père. Et j'ai la conviction qu'il peut aider, à sa façon, notre pays à aller mieux.

Avec les équipes de la FNTP, nous nous sommes donc rendus un peu partout en France pour interroger les gens, écouter leurs attentes en termes de mobilité et de qualité de vie au quotidien. Nous avons appelé cette initiative « Réinvestissons la France », parce que nous avons déjà la conviction qu'il y avait là un élément central : la nécessité d'écouter et de revitaliser *tous* les territoires. Nous avons aussi consulté beaucoup d'experts en dehors de notre domaine, sociologues, démographes, chefs d'entreprise, tous horizons confondus. Et nous avons bien sûr beaucoup échangé avec les décideurs politiques – les élus locaux et nationaux, les candidats à l'élection présidentielle de 2017, puis l'actuel gouvernement – pour construire une trajectoire et donner une *visibilité* sur la politique d'infrastructures de notre pays.

C'est alors qu'a éclaté, à l'automne 2018, le mouvement des « gilets jaunes ». Nouvel électrochoc. La manifestation du mécontentement social a été violente, massive, soutenue sur de longs mois. Mais elle couvait depuis presque trente ans. Elle a confirmé à grands cris que la population n'avait pas été réellement *entendue*. Crise après crise, depuis des années, nos politiques se sont succédé sur les plateaux de télévision, annonçant qu'ils avaient enfin « compris les Français ». Les gilets jaunes ont montré qu'hélas rien n'a été compris, ou du moins réalisé. Que les mesures successives qui ont pu être mises en place étaient des *pansements* plutôt que des *traitements*.

Plus que jamais, le moment me semble donc venu de partager l'analyse que nous avons menée avec la FNTP. De

dépasser les constats, et de proposer des solutions. Après le grand débat national du printemps 2019 et à mi-mandat de l'actuel président de la République, nous sommes à la croisée des chemins. Il est *encore temps* d'agir pour la cohésion de notre République et de répondre du même coup aux grands défis écologiques, économiques et sociaux de notre époque – d'autant plus à l'heure où l'innovation technologique et l'intelligence artificielle réinventent le champ des possibles.

L'État ne peut rien seul et toutes les bonnes volontés sont nécessaires pour reconstruire le vivre ensemble. Reste que l'impulsion politique compte. Et qu'aujourd'hui les réponses avancées par l'exécutif pour résoudre la crise que nous vivons passent, me semble-t-il, à côté de l'essentiel, c'est-à-dire de notre *projet de société*. Pourquoi ?

Je travaille depuis plus de trente ans sur le terrain avec des citoyens, des élus, des entreprises, des dirigeants publics et privés et j'en retire deux grandes leçons.

La première est que depuis plusieurs années nous avons porté un discours sur l'urgence sociale, mais pas sur l'urgence... *territoriale*. Une large part du territoire français et de sa population, à l'écart du dynamisme des métropoles, souffre d'oubli. Il n'est pas question de condamner la grande ville ni de fantasmer une campagne idéale. Mais de réaliser que la République française se délite si elle n'embrasse pas toute sa géographie. Réinvestir l'espace français dans son ensemble, réconcilier centres et périphéries, recréer du lien : voilà le moyen, à mon sens, de réussir à la fois la transition écologique, la prospérité économique et la cohésion sociale. Or, à ce jour, le gouvernement n'a pas suffisamment investi dans les territoires : mobilité, éducation, numérique...

Le second malheur français, justement, se trouve là : la France manque cruellement, depuis une trentaine d'années, de *vision* économique.

Une vision économique suppose deux choses : la première, c'est de poser un vrai diagnostic sur les maux de l'économie française. Or, aujourd'hui, le diagnostic est inexact : notre économie ne souffre pas d'un État *absent*, mais absent *là où il devrait être*, c'est-à-dire sur les dépenses d'investissement. Seconde composante : une vision ne peut pas se limiter à un constat, si juste soit-il. Elle doit avoir un *sens*, porter un projet d'avenir, parler au cœur des gens et les motiver. Elle doit considérer tout ce qui fait sens dans la vie des Français : les territoires, l'écologie, la mobilité, l'emploi... Une vision économique n'est pas un ajustement comptable, un programme froid qui fait passer les chiffres avant l'humain, mais la condition indispensable de tout projet de société. C'est se donner les moyens, à long terme, de construire un devenir commun – de penser à la fois l'activité, la solidarité, l'environnement.

Cela nécessite d'identifier et de prioriser les moteurs de la croissance, non de poser des rustines sur les blessures d'un pays marchant au ralenti. Dans l'histoire, les périodes de développement de l'économie française ont répondu à des décisions fortes sur les leviers ou les freins à la croissance. C'est précisément ce qui nous manque aujourd'hui.

Or qui est censé porter cette vision économique en France ? Le président de la République, le ministère en charge de l'Économie et des Finances et son bras armé, le directeur du Trésor.

Paradoxalement, Bercy n'est pas trop fort, mais... trop faible ! Depuis presque quarante ans, le ministère de l'Économie privilégie une approche comptable, « court-termiste », pensant davantage à boucler ses fins de mois

qu'à construire l'avenir du pays – preuve par la baisse inexorable des dépenses d'investissement, celles qui créent des actifs et de l'activité, et par la hausse continue des dépenses de fonctionnement. Je n'ai évidemment pas le monopole de ce constat. La Cour des comptes, des économistes ou encore des rapports emblématiques comme celui de Michel Pébereau en 2005¹⁰ ou de Michel Rocard et Alain Juppé en 2009¹¹ l'ont affirmé. « L'endettement n'est pas forcément une mauvaise chose, écrivait Michel Pébereau. Tout dépend de son utilisation. S'il sert à réaliser des dépenses qui permettront d'accroître le patrimoine et la capacité de production de richesses de la collectivité dans le futur, alors les pouvoirs publics ont fait le bon choix. » Contrairement aux idées reçues, Bercy ne dépense pas trop, mais *mal*.

Pour répondre au malaise des Français, soigner nos territoires et notre République, notre pays doit impérativement redonner un cap à sa politique économique. D'une certaine façon, Bercy doit retrouver ce qu'il a demandé aux entreprises au printemps 2019 avec la loi Pacte¹² : une raison d'être. Et la raison d'être de Bercy, à mon sens, c'est d'affirmer une ambition économique pour la France de demain et d'investir dans l'avenir.

Cela suppose de penser le temps long. Troisième génération d'une famille d'entrepreneurs, j'ai toujours eu en tête cette notion de transmission, de responsabilité. J'ai été « traumatisé » tout jeune par l'adage populaire qui dit que « la première génération crée l'entreprise, la seconde la développe, et la troisième la dilapide » ! Forcément, cela force la vigilance ! Nous nous trouvons tous un peu dans cette situation : nous sommes les héritiers des valeurs de la République, d'une Europe démocratique et en paix,

d'une prospérité relative, d'une planète belle et fragile. Rien de tout cela n'est acquis. Nous en sommes tous responsables – entreprises, collectivités publiques, société civile, citoyens, consommateurs. Les défis sont grands, et nous ne pourrions les résoudre qu'ensemble, avec vision et méthode.

La vision, c'est à mon sens que la géographie est clé. À l'heure de la révolution numérique, une nouvelle donne territoriale est possible, pour réconcilier nos métropoles engorgées, nos périphéries et nos campagnes délaissées. Pour que chacun, demain, puisse travailler, vivre, s'épanouir où il le souhaite. Ce n'est qu'en repensant l'espace que nous pourrions résoudre les grands enjeux d'aujourd'hui : république, écologie, liberté.

La méthode ? Redonner à la France un cap économique, réinvestir dans les territoires et l'égalité des chances territoriales, et donner aux collectivités les moyens d'agir sur mesure. Notre République est indivisible mais la France est plurielle.

Il est encore temps de préparer un futur qui ressemble au début de ce livre, plutôt qu'à un scénario catastrophe. N'attendons plus.